

Le Parti Communiste et les syndicats¹

I. — Qu'est-ce que le syndicat ?

Afin d'avoir une opinion précise sur la question des rapports entre le Parti et les syndicats, il est nécessaire, avant tout, de donner une claire définition du « syndicat ».

Du point de vue du marxisme révolutionnaire le syndicat n'est pas seulement un groupement de travailleurs « ayant pour but de le protéger et de lutter pour l'augmentation des salaires » (définition de Webbs) ou une « société d'ouvriers ayant pour tout de venir en aide à ses membres en période de chômage et de défendre leurs intérêts après la signature d'un contrat de travail » (définition donnée par Brentano et Sombart). De même que le bolchevisme n'a jamais été d'accord avec la formule la plus courante de la 2^e Internationale, formule qui définit les syndicats comme « un groupement permanent d'ouvriers salariés d'une profession donnée ayant pour but d'améliorer les conditions de travail et de lutter contre leur aggravation dans les cadres de la société capitaliste » (définition du chef du mouvement syndical autrichien Adolf Braun, à laquelle se sont ralliés [Legien](#) et dans une certaine mesure [Bebel](#)). Dès 1913, dans une polémique contre les mencheviks, le bolchevisme a donné la définition suivante de l'idée de syndicat : « Le syndicat est un groupement permanent d'ouvriers d'une industrie donnée (et non pas d'une profession) pour la direction de la lutte économique ouvrière et pour la participation permanente, conjointement avec le Parti politique du prolétariat, à la lutte émancipatrice de la classe ouvrière pour la suppression du salariat et pour la conquête du socialisme (voir nos articles dans la *Pravda* de l'époque, réunie dans la brochure *Le Parti ouvrier et les syndicats* éditée par le Soviet de Petrograd, 1918).

Il convient maintenant de développer cette formule.

Depuis 1913 des changements considérables ont eu lieu en Russie. Le pouvoir est aux mains de la classe ouvrière. La bourgeoisie est expropriée.

Il va de soi que, dans ces conditions, les tâches des syndicats se sont modifiées dans une importante mesure. « La révolution de novembre en arrachant le pouvoir des mains de la bourgeoisie et en le remettant à la classe ouvrière et paysanne, a créé des conditions tout à fait nouvelles pour l'activité en général de toutes les organisations ouvrières et notamment pour les syndicats. » C'est ainsi que s'exprime la résolution du premier Congrès panrusse des syndicats qui s'est tenu au début de 1918.

En premier lieu, les syndicats ne sont plus obligés de se considérer comme les défenseurs des ouvriers dans la vente, par ceux-ci, de leur force de travail. Car l'ancien entrepreneur, l'ancien acheteur de main-d'œuvre n'existe plus. Contre l'exploitation de la part du moyen et petit entrepreneur, etc., la lutte n'est pas seulement menée par les syndicats mais par tout l'appareil soviétiste gouvernemental. Dans ces conditions, les syndicats, en Russie, n'ont plus à accumuler de fonds de réserve à l'usage des grèves, ni à organiser des grèves économiques, etc.

Quelles sont donc actuellement en Russie les tâches véritables des syndicats ?

« Le centre de gravité de l'activité des syndicats doit être désormais transporté dans le domaine de l'organisation économique. » Ainsi s'exprime la résolution-programme du premier Congrès panrusse des syndicats, qui fut défendue par nous au nom du Comité Central de notre Parti. A la question : Qu'est-ce à l'heure actuelle, que le syndicat en Russie, on doit donner la réponse suivante :

« Le syndicat d'industrie est à l'époque actuelle, en Russie, le groupement de tous les travailleurs d'une production donnée, formant une des principales bases de l'organisation économique de la dictature du prolétariat. »

En se donnant pour but une participation active — sous la direction du Parti Communiste — dans la lutte du prolétariat pour la reconstruction communiste de la société et pour la suppression des classes, le syndicat d'industrie actuel transporte le centre de gravité de son activité dans le domaine de l'organisation économique, c'est-à-dire :

1. participation la plus large dans l'organisation de la production sur les bases communistes par l'intermédiaire des sections du Conseil supérieur de l'économie nationale et autres ;
2. participation semblable dans le relèvement des forces productrices du pays, détruites par la guerre ou par la crise actuelle. ;

1 Source : numéro 50/51 (première année) du *Bulletin communiste*, 23 décembre 1920, précédé de l'introduction suivante : « Les thèses que nous publions ci-dessous ont été présentées par G. Zinoviev au 9^e Congrès du Parti Communiste russe (bolchevik). Elles traitent des rapports du Parti Communiste avec les syndicats en Russie, c'est-à-dire dans un pays traversant le stade révolutionnaire de la dictature du prolétariat. Encore que les observations de Zinoviev s'appliquent pour une certaine part à des conditions objectivement russes, elles n'en comportent pas moins un intérêt général dans la mesure où les conditions de tout pays industriel entrent dans le cadre de cette étude. Les conceptions de l'Internationale Communiste sur le rôle des Partis Communistes au regard des syndicats ont été définies dans les [résolutions votées par le 2^e Congrès Communiste International](#) (publiées dans le *Bulletin Communiste* et éditées par la Bibliothèque Communiste). » D'après le [compte-rendu](#) du congrès, Zinoviev n'a pas pu assister au congrès car il était malade – une résolution sur les syndicats y a été adoptée, différente du texte de Zinoviev.

3. inventaire et répartition de la main-d'œuvre dans tout le pays :
4. participation par l'intermédiaire des organes de répartition à l'organisation de l'échange entre la ville et la campagne. ;
5. de même que dans l'application du service militaire obligatoire :
6. aide aux organes d'approvisionnement du gouvernement (comités d'approvisionnement, coopératives de consommation) ;
7. de même que dans le domaine de la solution de la crise des transports, du chauffage, etc. ;
8. appui complet sans restrictions ni réserves aux armées du travail. ;
9. mener de pair avec les soins dus à la protection dm travail (conformément au code du travail) la lutte contre les tendances égoïstes de groupements étroits, qui, en raison de leur caractère retardataire, considèrent encore le gouvernement prolétarien comme un entrepreneur ordinaire.

Telles seront approximativement les fonctions de nos syndicats.

Tout en étant des écoles pratiques de communisme dans les milieux prolétariens et demi-prolétariens, les syndicats actuels d'industrie entrent peu à peu en tant que rouage dans le mécanisme de l'Etat et deviennent en même temps un organe de gouvernement ouvrier, soumis aux soviets, qui sont la forme historique donnée de la dictature du prolétariat. À toutes les tentatives quelles qu'elles soient de diminuer l'importance des syndicats ou de les supprimer directement comme organisation n'ayant soi-disant plus de raison d'être, le Parti s'oppose résolument.

Notre programme a indiqué justement que « l'appareil d'organisation de l'industrie sociale doit s'appuyer, en premier lieu, sur les syndicats ». Le programme a indiqué plus loin qu'afin d'accomplir cette tâche, les syndicats « doivent s'affranchir de plus en plus de l'étroitesse corporatiste ». C'est là que doit se porter l'attention du Parti. Au moyen d'un travail d'éducation obstiné à l'intérieur des syndicats le Parti aidera ceux-ci à extirper l'étroitesse corporatiste et les autres cotés négatifs du mouvement.

II. — Organisation par industrie ou par profession

Dès avant la révolution deux tendances se combattaient dans le mouvement ouvrier international : 1° pour l'organisation des syndicats ouvriers par *profession* ; 2° pour l'organisation par *industrie*. La première était défendue par les opportunistes. La deuxième par les marxistes révolutionnaires. Les syndicats d'industrie sont plus profitables pour le prolétariat sous le règne du capitalisme, car ils donnent à la classe ouvrière des avantages considérables dans les mouvements grévistes ; le syndicat ouvrier d'industrie ne groupe pas qu'une profession, mais l'industrie entière, et s'il embrasse le noyau des ouvriers d'une industrie donnée, il lui est d'autant plus facile d'arrêter toute la production et d'obliger de la sorte le capitaliste et le gouvernement capitaliste à céder.

Mais les marxistes révolutionnaires défendaient encore l'organisation des syndicats par industrie parce que, sous cette forme, les syndicats peuvent mieux se préparer à leur rôle futur dans l'organisation de la production sur des bases communistes. Le syndicat d'industrie est au courant des affaires dans l'industrie entière, ce que le morcellement des syndicats par professions isolées ne permet pas.

Quand dans le syndicat des métallurgistes nous acceptons aussi les ouvriers en bois travaillant dans la métallurgie, nous aidons de la sorte les uns et les autres à se débarrasser de l'étroitesse corporatiste, nous leur apprenons à regarder du point de vue des intérêts de l'ensemble de l'économie gouvernementale et nous affaiblissons les influences négatives de la division du travail de fabrique.

En Russie soviétiste, où la reconstruction de l'économie sur les bases communistes est déjà en pleine activité, l'organisation des syndicats par industrie est particulièrement nécessaire. Ce principe a été accepté par le mouvement syndical russe. Il est nécessaire, cependant, de le mener successivement jusqu'au bout. En ce moment nos syndicats se divisent en 34 groupement pan-russes :

1. préparateurs en pharmacie ;
2. travailleurs du transport fluvial ;
3. travailleurs de l'hygiène et de la santé publique ;
4. banque (finances) ;
5. mineurs ;
6. ouvriers en bois ;
7. cheminots ;

8. gens de service² ;
9. ouvriers agricoles ;
10. ouvriers des beaux-arts ;
11. mégissiers ;
12. bûcherons ;
13. métallurgistes ;
14. employés municipaux ;
15. enseignement et éducation sociale ;
16. communications nationales ;
17. coiffeurs ;
18. typographes et imprimeurs ;
19. papetiers ;
20. alimentation ;
21. pompiers ;
22. ouvriers constructeurs ;
23. industrie sucrière ;
24. employés ;
25. verrerie et porcelaine ;
26. tabacs ;
27. textile ;
28. ouvriers du transport ;
29. cantines et logements populaires ;
30. chimistes ;
31. cimentiers ;
32. industrie de la couture ;
33. forestiers ;
34. brossiers.

Les problèmes du jour sont l'intégration organisée de notre mouvement syndical. Il faut réduire le nombre de ces unités syndicales au minimum, approximativement à vingt groupements pan-russes fondamentaux.

De plus il est nécessaire une fois pour toutes de changer leur dénomination : nos syndicats doivent s'appeler syndicats d'industrie et non pas syndicats professionnels.

III. — Centralisation ou décentralisation

Depuis longtemps, également, un désaccord existe dans le mouvement syndical international au sujet de la centralisation ou de la décentralisation. Les opportunistes, dans le monde entier, défendent le principe des petits syndicats « indépendants », morcelant ainsi le mouvement en une multitude de petites unités (de poulaillers) mal subordonnées au centre et par ces raisons impuissantes à remplir leurs tâches dans la lutte contre les capitalistes. Les marxistes révolutionnaires, au contraire, défendent partout la nécessité de la plus grande centralisation possible.

Si la plus grande centralisation des syndicats d'industrie est nécessaire dans les pays capitalistes pour la lutte victorieuse contre les exploités et leurs gouvernements capitalistes, le maximum de centralisation n'en est pas moins nécessaire en Russie soviétique, dans l'intérêt d'une participation bien établie des syndicats d'industrie à l'organisation de l'économie nationale sur toute l'étendue de la Russie.

Le processus de la centralisation la plus complète des syndicats d'industrie s'est commencé dans tout le territoire russe. Il est nécessaire de porter sur ce problème une attention beaucoup plus grande qu'on ne l'a fait jusqu'ici.

² La domesticité n'existant pas en Russie, il s'agit ici des travailleurs chargés de l'entretien et du service des demeures et des édifices publics.

IV. — Étatisation des syndicats

Déjà dans la résolution du premier congrès pan-russe des syndicats qui se tint en janvier 1918. il était dit : « Le congrès est persuadé qu'en résultat du processus qui se remarque, les syndicats se transforment inévitablement en organes de l'État socialiste dans lesquels la participation pour toutes les personnes, occupées dans une profession donnée sera rendue obligatoire par l'État » (§ 9 de la résolution). Cette prédiction du premier congrès pan-russe s'est réalisée. Les syndicats prennent peu à peu sur eux les tâches des organes gouvernementaux. Lorsque les syndicats effectuent la mobilisation de leurs membres, lorsqu'ils fixent les ouvriers dans une ville donnée, lorsqu'ils transplantent la main-d'œuvre d'un point de la Russie dans un autre, lorsqu'ils disent leur mot décisif dans les questions de tarif, etc... lorsque par l'intermédiaire de leurs représentants, ils exercent une influence efficace sur les Conseils d'économie nationale, ils agissent, au fond, comme des organes de pouvoir d'État.

Mais du fait que le processus d'étatisation des syndicats se développe graduellement et très normalement, il n'y aucune nécessité de le forcer et de proclamer sur le champ l'étatisation des syndicats. Les communistes qui participent au mouvement syndicaliste peuvent se solidariser intégralement avec les résolutions adoptées à ce sujet par le premier et par le deuxième congrès pan-russe des syndicats, qui mènent inévitablement à une étatisation complète.

V. — Parti, syndicats et incorporation des spécialistes

Le Parti du prolétariat doit comprendre les raisons de l'attitude réservée par rapport à l'occupation par un seul spécialiste d'une direction donnée, attitude que l'on remarque dans certains milieux ouvriers, où l'on redoute instinctivement de voir la classe qui nous est socialement ennemie se renforcer peu à peu. Le Parti du prolétariat doit prendre de sérieuses garanties dans ce sens tout en tenant compte que les capacités scientifiques et techniques des spécialistes doivent être utilisées. Il est pour cela nécessaire d'appliquer dans la plus large mesure le système des commissaires-ouvriers auprès des spécialistes (dans les chemins de fer, etc.).

Dans ce domaine, des tâches définies incombent aux syndicats.

Une des principales tâches des syndicats d'industrie est la mise en vigueur des indications de notre programme, prescrivant « l'utilisation de la science et de la technique dont nous avons héritées en la personne des spécialistes » afin que les ouvriers fassent leur long apprentissage côte à côte avec ces spécialistes dans une atmosphère de camaraderie et de collaboration commune. Les spécialistes doivent être dans ce but admis au sein des syndicats de production et selon leur spécialité. En cas de nécessité ils forment des sections et des sous-sections et toutes les restrictions à leurs droits qui avaient été dictées par l'époque de transition disparaissent peu à peu.

Dans le cas où une opposition surgit contre la nécessité de faire appel aux spécialistes pour une participation active dans la restauration et dans la direction de l'industrie, le Parti devrait s'opposer résolument à ces tendances comme contraires aux intérêts de l'organisation communiste actuelle et comme allant à rencontre du programme du Parti.

Le Parti s'efforce de mettre au service de la Russie soviétiste toutes les forces scientifiques et techniques du pays sous le rigoureux contrôle de la classe ouvrière, comme cela fut fait dans l'organisation de l'armée rouge.

De plus le Parti ne doit pas perdre de vue que pour la direction de l'économie publique il sera plus facile qu'il ne le fut dans l'œuvre militaire de trouver parmi les ouvriers qui composent la plus grande partie des membres du Parti Communiste russe, des éléments capables de prendre les affaires en mains. La tâche du Parti est de travailler de toutes ses forces à la formation d'un réseau d'écoles et de cours techniques, d'instituts polytechniques, etc., afin de donner aux ouvriers et aux paysans les plus capables la possibilité de se préparer au plus vite aux rôles de techniciens, de directeurs d'usines, de mines, d'exploitations soviétiste. De même, que nous avons su créer des centaines d'écoles à l'usage de l'armée, nous devons maintenant, dans des proportions infiniment plus amples, couvrir le pays d'un réseau d'écoles où se formeront des spécialistes rouges, des techniciens rouges et des cadres rouges pour la direction de l'économie publique et de l'industrie. Une des principales tâches des organisations du Parti et des syndicats d'industrie sera de porter l'attention la plus bienveillante à chaque ouvrier ou paysan chez lequel on aura remarqué des dispositions et des capacités pour l'économie publique, de soutenir dans la plus large mesure et d'encourager les organisateurs issus du peuple. Il est enfin nécessaire que le contrôle gouvernemental qui doit être le fait exclusif des ouvriers (Inspection ouvrière et paysanne), ainsi qu'il en a été décidé par le Comité Central exécutif russe, soit mis en vigueur rapidement et énergiquement.

VI. — Parti et soviets

Les syndicats agissent de concert avec le parti et les soviets. Pour avoir une idée précise des relations mutuelles entre les syndicats et les partis ouvriers, il ne faut pas oublier que dans la Russie actuelle les soviets sont des organisations beaucoup plus vastes que les syndicats et dont les fonctions vont de pair avec certaines fonctions des syndicats.

Le huitième congrès du Parti Communiste russe a donné la définition suivante :

Les soviets sont les organisations d'état de la classe ouvrière et de la classe paysanne pauvre qui assurent la dictature du prolétariat jusqu'au moment où disparaît tout Etat.

Les soviets groupent dans leurs rangs des dizaines de millions de travailleurs et doivent tendre à y grouper toute la classe ouvrière et toute la classe paysanne pauvre.

Le Parti Communiste est une organisation groupant dans ses rangs l'avant-garde du prolétariat et de la classe paysanne pauvre — la partie de ces classes qui consciemment tend à réaliser le programme communiste.

Le Parti Communiste se donne pour tâche de conquérir une influence prépondérante et la direction complète dans toutes les organisations de travailleurs : dans les syndicats, dans les coopératives, dans les communes agricoles, etc. Le Parti Communiste s'efforce de réaliser son programme et d'exercer sa domination complète dans les organisations d'Etat contemporaines : les soviets.

Il ne peut y avoir aucun doute que dans l'avenir toutes les formes d'organisations ouvrières fusionneront en une seule. Quelle est celle des formes actuelles qui se montrera de plus longue durée, c'est un sujet sur lequel il serait oiseux de discuter en ce moment.

VII. — De la théorie de l'égalité des droits

Dans la 2^e Internationale, et même parmi ses éléments les meilleurs, l'idée a été largement répandue que le Parti d'un côté, les syndicats de l'autre sont des organisations égales en droits et équivalentes qui, lorsque se posent des questions importantes agissent comme deux parties contractantes. La direction politique appartient au Parti, la direction économique au syndicat. La social-démocratie allemande, par exemple, avec l'assentiment d'August Bebel, avait décidé que si la question du recours à la grève générale se posait, elle ne pourrait être solutionnée qu'au moyen d'un accord entre le Comité Central du Parti et le Conseil Central des Syndicats. Une telle manière de voir ne saurait être admise du point de vue du communisme. Les marxistes révolutionnaires ont toujours repoussé cette théorie d'égalité en droits.

Du point de vue du marxisme révolutionnaire le Parti est la synthèse supérieure de tous les aspects de la lutte de la classe ouvrière pour son émancipation de l'esclavage capitaliste. Le parti communiste dispose de tout un arsenal de moyens de lutte pour l'émancipation du prolétariat. Il lie indissolublement la lutte politique et la lutte économique, il éclaire et dirige aussi bien la lutte politique que la lutte économique du prolétariat. Il est l'avant-garde de celui-ci. Au moyen du flambeau du communisme il éclaire toutes les sinuosités de sa route. Le Parti est le cerveau de la classe ouvrière. C'est par ces raisons que l'action menée par les communistes au sein des syndicats n'est que dérivée de l'action du Parti Communiste dans son ensemble.

En période de dictature, comme celle que nous traversons en ce moment, il ne peut pas être question, à plus forte raison, de concessions quelles qu'elles soient sur la théorie de « l'égalité des droits ». Le plus petit écart dans cette direction doit rencontrer une résistance impitoyable de la part du Parti.

VIII. — De la neutralité politique des syndicats

Les syndicats actuels ne sont pas formellement soumis au Parti Communiste. Les ouvriers et ouvrières y sont tous admis sans distinction de partis et de convictions religieuses. Les ouvriers politiquement neutres peuvent parfaitement entrer dans nos syndicats. Mais d'autre part les Communistes qui travaillent dans les syndicats ne doivent en aucun cas masquer les côtés conservateurs des groupements « neutres ». Les communistes et les fractions communistes des syndicats doivent ouvertement préconiser le communisme. Les syndicats doivent dans l'ensemble se considérer comme des écoles de communisme. Les dirigeants des syndicats doivent inlassablement montrer aux ouvriers que les ennemis du communisme, spéculant sur la prétendue neutralité en matière politique, trompent les ouvriers, et doivent leur expliquer pourquoi les syndicats neutres soutiennent formellement le parti communiste, acceptant la dictature du prolétariat, le pouvoir soviétiste et la révolution universelle.

Le Parti Communiste conquiert son influence dans les syndicats par les seuls moyens d'une action pratique, dévouée et continue au sein des syndicats, et par la désignation à tous les postes syndicaux de ses membres les plus dévoués et les plus fidèles. Seule une telle influence conquise par de longues années d'action pratique peut être solide.

IX. Fractions de syndicats et organisations locales du Parti

Dans chaque syndicat doit exister une fraction communiste rigoureusement organisée et disciplinée. Les fractions communistes locales, dans toutes les questions de politique économique, appliquent purement et simplement les décisions de la fraction centrale et du soviet pan-russe des syndicats. Aucune concession à ce qu'on appelle le « localisme » n'est admissible. Les questions de tarif, de la journée de travail, de politique alimentaire, etc. sont fixées toujours pour toute l'étendue de la Russie.

De plus, chaque fraction syndicale communiste ne constitue qu'une sous-section de l'organisation locale. La fraction communiste centrale des syndicats locaux est subordonnée intégralement au comité local du Parti et la fraction communiste pan-russe des syndicats est subordonnée au Comité Central du Parti.

La répartition des militants, leur mobilisation pour les besoins de l'armée rouge dans chaque ville donnée appartient exclusivement à l'organisation locale du Parti sous la direction générale du Comité Central. Lors de la mobilisation des militants du mouvement syndical le comité du Parti doit se concerter avec les fractions du syndicat donné, mais le dernier mot appartient exclusivement à l'organisation du Parti.

Le Comité du Parti tout en dirigeant toute l'activité politique des syndicats n'exerce jamais la moindre pression sur ceux-ci et le travail pratique journalier est confié à la direction de la fraction communiste du syndicat.

X. — De l'organisation du prolétariat et du demi-prolétariat agricole

Une des tâches principales du mouvement syndical contemporain en Russie est l'organisation des ouvriers agricoles. Il est nécessaire de soutenir le syndicat existant des ouvriers agricoles par tous les moyens. Les communistes qui militent dans le mouvement syndical doivent se donner pour tâche d'organiser les travailleurs de la campagne. Il convient de consacrer à cette tâche la quantité de forces nécessaire.

XI. — Comités d'usine et syndicats

Les comités d'usine ont traversé pendant les dernières années une vaste évolution. Le rôle qu'ils remplirent avant la révolution de février comme centres politiques de cristallisation est généralement connu. Entre les révolutions de mars et de novembre, ils jouèrent le rôle des premières sous-sections ouvrières qui se mirent à l'œuvre pour organiser le contrôle de la production. Après la révolution d'octobre, ils servirent de première base d'organisation pour l'application de la nationalisation de l'industrie. De leurs rangs sont sortis toute une élite d'ouvriers qui sont entrés dans les directions d'entreprises nationalisées et dans nos directions principales et centrales. Lorsque l'union pan-russe des comités de fabriqués et d'usines fut supprimée, le rôle des comités de fabrique se modifia sérieusement. Ces comités devinrent des sous-sections de syndicats, ce qu'ils sont encore en ce moment.

Les comités de fabrique peuvent participer à l'organisation de la production seulement dans la mesure et dans la forme où y participent les syndicats. De même que le syndicat ne remplace pas le Conseil supérieur d'Economie, mais délègue seulement une partie de ses membres dans les sections correspondantes du Conseil, de même le comité de fabrique ne doit pas remplacer la direction de l'entreprise mais lui servir seulement de point d'appui.

Les comités de fabrique ont encore une autre grande signification. Notre Parti souffre par-dessus tout de n'avoir pas encore un appareil organisé qui puisse mécaniquement désigner parmi les « masses » de ses membres de nouveaux militants pour un travail plus important. En ce moment le Parti ne dispose que de 1 000 membres pour toute la Russie. A plus forte raison maintenant que la lutte avec la désorganisation économique est devenue la tâche principale du Parti et que des rangs de ses membres doit sortir un nombre considérable de constructeurs et d'organiseurs, le comité d'usine constitue l'organe qui peut le mieux, d'accord avec le bureau, désigner et répartir pour des fonctions d'organiseurs économiques des milliers et des milliers d'ouvriers de fabriques et d'usines.

Ces considérations font que le Parti se prononce résolument pour le maintien des comités d'usine et de plus pour que leurs fonctions soient, une fois de plus, définies par un décret particulier. Lorsque on introduira peu à peu dans les entreprises la direction unique, les comités de fabriques ne deviendront pas superflus pour cela ; mais, au contraire, cette réforme nécessaire rendra leur maintien bien plus utile,

Le Parti doit porter une grande attention sur les comités de fabrique. En cette dernière année son action ne s'est pour ainsi dire pas exercée dans ces comités.

Il faut aussi non seulement que les syndicats considèrent formellement les comités d'usines comme leurs sous-sections, mais encore qu'ils se fondent organiquement avec eux, veillant à leur renouvellement régulier et sur toute leur action.

XII. — Les syndicats et l'obligation au travail

Le passage au travail obligatoire place nos syndicats devant une nouvelle tâche. Dans la période de guerre civile et de dictature, les syndicats ont été déjà, en Russie, plus d'une fois obligés de recourir à *la contrainte* de leurs membres. Les syndicats ont effectué la mobilisation obligatoire de leurs membres pour le front, pour les détachements prolétariens, etc. Les syndicats ont fixé à leurs membres leur poste de travail, ne leur permettant pas de se déplacer, etc. Ces mesures ont été absolument nécessaires pour la victoire sur l'ennemi le plus redoutable de la classe ouvrière.

Maintenant qu'une lutte décisive est engagée contre la désorganisation économique, les syndicats sont dans la nécessité d'appliquer plus largement la contrainte, en vue de sauver le pays du froid et de la faim.

Contre les fluctuations qui se remarquent dans le mouvement syndical par rapport à ces questions, le parti doit agir de la manière la plus résolue, car la plus petite hésitation dans ce domaine peut mener la révolution prolétarienne à une catastrophe.

La création de l'armée du travail fut le premier pas sérieux dans la voie de l'introduction de l'obligation générale du travail — provisoirement sous la forme de la militarisation du travail. En rapport direct avec le passage aux armées du travail on a remarqué une certaine récidive de trade-unionisme.

Le trade-unionisme peut revêtir des formes variées. Il trouve son expression dans le soutien de la politique libérale « ouvrière », dans les parlements, dans la méconnaissance des ouvriers non qualifiés et dans la vénération de l'aristocratie ouvrière, dans des cotisations d'un taux exorbitant, qui rendent le syndicat inaccessible aux simples journaliers, dans la diffusion de ce leurre que seule la lutte syndicale économique sans la conquête révolutionnaire du pouvoir par le prolétariat peut conduire à une graduelle accession au royaume du socialisme, etc. Tels sont les manifestations les plus banales de l'esprit petit-bourgeois trade-unioniste. Mais prêcher dans la Russie soviétiste actuelle « la liberté du travail » c'est aussi le fait du trade-unionisme. Ne pas évaluer à sa juste valeur toute l'importance des armées ouvrières et de la militarisation du travail en général, c'est encore du trade-unionisme. De même que le refus des syndicats de participer avec toute la fermeté nécessaire à l'application du service du travail obligatoire universel, sans lequel il est impossible de se mesurer avec la désorganisation présente et d'instaurer le communisme, manifesterait une myopie trade-unioniste. Le Parti Communiste russe est profondément convaincu que ces hésitations ont eu un caractère passager, au tournant d'une nouvelle époque et d'une nouvelle tâche de la dictature prolétarienne. Mais partout où elles subsistent encore, le Parti doit immédiatement dire son mot dictatorial.

XIII. — Les défauts du mouvement syndical actuel

Les syndicats accomplissent un labeur considérable et facilitent dans la plus large mesure la lutte du Parti Communiste et du pouvoir soviétiste pour le socialisme. Mais à l'époque de transition où nous sommes on distingue aussi dans l'activité de quelques syndicats des défauts importants. Quand par exemple quelques militants du syndicat des débardeurs de la Volga défendent les revendications étroitement égoïstes des membres de ce syndicat dans la question des salaires et ne soutiennent pas le pouvoir soviétiste dans sa lutte contre les pires abus, ils découvrent par cela même leur caractère retardataire et leur incapacité à s'élever au-dessus d'un étroit corporatisme. Quand certains syndicats d'employés placent dans les institutions soviétistes des hommes qui ne sont pas à la hauteur de leur tâche, lorsque ces syndicats défendent les revendications quelles qu'elles soient de leurs membres, en oubliant qu'ils ne sont plus en présence des anciens entrepreneurs privés, mais de l'État ouvrier, ils font preuve d'une déplorable étroitesse professionnelle. Lorsque les syndicats des typos et imprimeurs rappellent par leurs procédés les plus mauvais aspects du trade-unionisme ils se livrent indiscutablement à une besogne contre-révolutionnaire. La lutte contre ces côtés négatifs du mouvement professionnel est une des principales tâches des communistes qui militent dans les syndicats. Il leur est de plus nécessaire de souligner la bureaucratisation qui menace les syndicats.

Les assemblées, générales ne sont fréquentées que par un petit nombre de membres. Seuls quelques militants peu nombreux participent activement à la vie du syndicat. Les comités syndicaux n'ont pas toujours un contact suffisamment vivant avec les masses et il n'est pas rare que les conflits économiques passent à côté des syndicats.

Il arrive fréquemment que les tarifs de groupes isolés d'ouvriers et d'ouvrières peu qualifiés sont tout à fait insuffisants et que les syndicats ne prennent aucune mesure pour remédier à cette situation, n'ayant pas suffisamment de liaison, étroitement organisée avec ces groupes d'ouvriers.

Reconnaissant que dans une importante mesure ces vices s'expliquent jusqu'à présent par les conditions extérieures extrêmement difficiles (mobilisations permanentes des militants syndicaux pour les fronts, etc.), le congrès mandate les communistes militant dans les syndicats à l'effet de lutter systématiquement contre les écarts mentionnés.

XIV. — Des concessions au syndicalisme

Le noyau des syndicalistes d'avant-guerre (les chefs de la Confédération Générale du Travail en France) a trahi

honteusement la cause ouvrière en 1914. Les social-chauvinistes [Jouhaux](#) et de Cie se sont montrés des réformistes petits-bourgeois à l'égal des autres.

L'aile gauche du syndicalisme a réalisé une grande évolution vers le communisme. A l'heure où les meilleurs éléments du syndicalisme français renoncent à leurs erreurs de naguère et passent sur la plateforme du communisme en proclamant la revendication : « Tout le pouvoir aux soviets », en Russie des groupes et des petits groupes isolés s'efforcent de ressusciter les plus mauvais côtés du syndicalisme. Le fameux Parti des Socialistes-Révolutionnaires de Gauche, à son dernier Congrès, dans sa résolution concernant la politique ouvrière, a stipulé que ses revendications étaient les suivantes : « La remise de toute la direction de l'industrie et du transport aux syndicats personnifiés par leur conseil central panrusse » (§3 de la résolution) — et « affiliation sur des bases fédératives, avec les organisations syndicales du monde entier en vue d'obtenir que dès le processus actuel de la révolution mondiale les groupements syndicaux prennent en mains la direction universelle de l'industrie et du transport » (voir la brochure contenant la résolution acceptée par le 2^e Congrès du Parti des Socialistes-Révolutionnaires de Gauche. Edition du Socialisme Révolutionnaire, Moscou, 1919).

Lorsqu'en Amérique ou en Angleterre on oppose au vieux trade-unionisme et à la social-démocratie gouvernementale la devise : « Tout le pouvoir aux syndicats ! » et lorsqu'on préconise la création d'une « Grande Union Syndicale unifiée » (*One big Union*), d'une entente triplée des plus forts syndicats, etc., c'est, *en comparaison avec le point de vue opportuniste de la 2^e Internationale*, un pas en avant. Mais lorsqu'en Russie, où depuis deux ans et demi le pouvoir appartient aux soviets des députés ouvriers et paysans et où l'expérience a montré avec une pleine évidence que seule une dictature de fer dans la forme soviétiste et dans tout le système gouvernemental est capable de maintenir le pouvoir, de repousser toutes les agressions et de sauver le pays de la désorganisation, — lorsqu'en Russie on commence à ressortir les plans de remise des chemins de fer au syndicat des cheminots, de l'industrie métallurgique aux métallurgistes, etc., c'est un immense pas en arrière. Les tâches des syndicats en Russie soviétiste, à l'époque actuelle, ont été justement caractérisées par le programme du Parti Communiste russe qui déclare que les syndicats sont appelés à faciliter « une liaison indissoluble entre la direction centrale de l'État, l'économie nationale et les masses laborieuses » pour pouvoir peu à peu, par suite d'un lent développement après la victoire intégrale du communisme, arriver à la concentration dans leurs mains de la direction entière de toute l'économie nationale.

Les communistes qui militent dans les syndicats ont pour devoir de lutter de la manière la plus active contre les tendances syndicalistes, sans leur faire jamais la plus petite concession.

XV. — De ce qu'on appelle l' « Industrialisme »

Il est également urgent de faire échec aux tendances de ce qu'on appelle l'industrialisme, qui est défendu par quelques militants du mouvement syndicaliste. Les industrialistes veulent édifier toute notre action sur le prolétariat industriel et traitent de haut la masse des ouvriers non qualifiés. La guerre et la révolution ont incontestablement apporté de grandes modifications à la composition sociale du prolétariat russe. C'est juste. Les ouvriers qualifiés du prolétariat industriel actuel sont sans contredit la partie la plus développée de la classe prolétarienne. Mais la tâche des militants communistes du mouvement syndical ne peut consister en aucun cas à séparer et à isoler dans un groupement spécial les ouvriers qualifiés qui forment une minorité dans la classe ouvrière. Les idées communistes n'ont rien de commun avec cette politique de mise sur l'aristocratie ouvrière. La tâche des militants communistes du mouvement syndical consiste à organiser avec le concours des éléments avancés des ouvriers industriels et à intéresser à l'œuvre de construction gouvernementale toute la masse prolétarienne, y compris les hommes de peine.

XVI. — Les syndicats et l'Internationale

L'expérience allemande a démontré que le nombre des membres des syndicats s'accroît immensément après une révolution (il est monté de trois millions à huit millions) et que les syndicats deviennent révolutionnaires. L'exemple russe montre comment en réalité les syndicats complètent admirablement les soviets, servant d'une des plus importantes bases organisées pour la reconstruction de l'économie publique sur des fondements communistes. La fraction de communistes allemands qui se trouve en opposition vis-à-vis du Parti par rapport justement à la question des syndicats (cette fraction de communistes exige la sortie en masse des syndicats, renonce à la lutte pour l'influence à l'intérieur de ceux-ci et au fond considère les syndicats comme inutiles) commet une faute et se détache des masses organisées du prolétariat.

En raison du développement particulier du mouvement ouvrier en Occident il existe parmi les communistes de l'Allemagne et des autres pays une prévention contre les syndicats pris comme tels. Notre Parti considère qu'il ne faut pas renoncer aux syndicats. Dans la marche de la révolution prolétarienne les syndicats se fractionnent au même titre que les vieux partis social-démocrates. L'expérience du mouvement professionnel allemand a montré qu'en ce moment, à Berlin, les syndicats se sont affranchis de l'influence nuisible de la social-démocratie de [Scheidemann](#). Le mouvement syndical russe doit prendre sur lui l'initiative de grouper l'internationale ronge des syndicats, comme il en fut pour le Parti Communiste russe dans la création de la 3^e Internationale. Aux Congrès de l'Internationale Communiste doivent

participer non seulement les organisations du Parti Communiste mais aussi les syndicats qui montrent par toute leur action qu'ils se placent sur le terrain de la dictature prolétarienne et du pouvoir soviétiste. De plus il est d'ores et déjà nécessaire de procéder à l'organisation d'une union internationale des syndicats isolés qui se placent sur la plate-forme de l'Internationale Communiste.